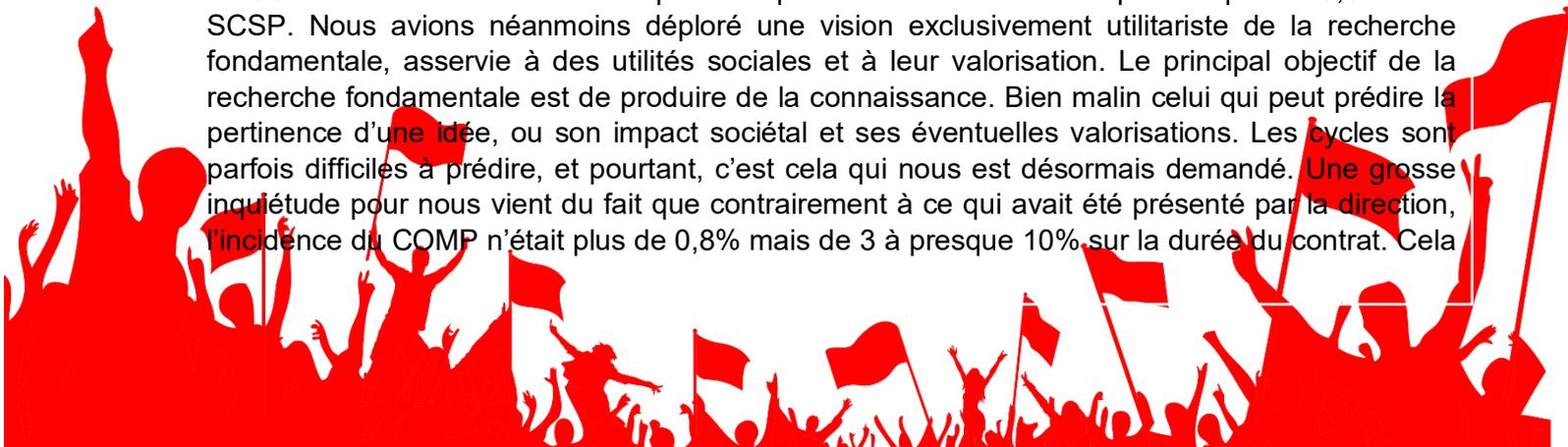


C'est dans un climat de fortes tensions institutionnelles que s'avancent les élections du Comité national. Alors que les esprits comme les corps sont éprouvés par cette fin d'année universitaire, nous tenions à solliciter votre vigilance sur quelques dossiers qui pourraient bien évoluer durant la période estivale ou durant l'automne. Le concept des « CNRS Key Labs, les Contrats d'objectifs, moyens et performance, la situation budgétaire de nos établissements, comme l'actualité parlementaire, sont autant de sujets requérant votre attention. Pour cela, nous vous invitons à suivre l'actualité et les communications de notre organisation, avec, en quelques mots, les grandes lignes :

- L'actualité parlementaire est particulièrement dense. Avec les déclarations à l'emporte-pièce des membres du gouvernement contre les « opérateurs de l'état », les nécessités de simplification et les « impératifs » d'économie, il devient particulièrement difficile d'avoir un état précis des menaces contre nos organismes et nos moyens. Nos dirigeants ont sans doute pris exemple sur Trump et Musk pour élaborer leurs objectifs de « simplification » dont la sémantique cache une véritable casse des services publics.
- De manière opportune, le HCERES s'en trouve lui aussi menacé. Nous sommes favorables à la suppression du HCERES mais pour des motivations bien différentes. Nous jugeons que ce haut conseil est un outil dévoyé par les politiciens pour soumettre davantage la recherche et nos établissements, cela en dépit de leurs missions de service public.
- Le concept des « CNRS Key Lab » :  
Le moratoire semble n'être qu'une stratégie de temporiser pour la direction du CNRS, mais en changeant les mots, les objectifs demeurent et la grande sélection avance... Dans sa demande de l'aider à définir une politique scientifique, la direction nous demande de définir un curseur dans la sélection des unités. Nous refusons de rentrer dans un jeu de choisir entre les unités ou les disciplines ; c'est inacceptable pour le SNTRS-CGT !  
Le conseil scientifique du CNRS va rendre ses recommandations début juillet et le conseil d'administration du CNRS sera saisi le 11 juillet. Nous craignons des décisions importantes et structurantes qui seraient arbitrées durant la période estivale. Nous organisons des webinaires que nous vous invitons à suivre. Nous nous tenons à votre disposition pour en organiser à votre convenance.
- Des établissements universitaires du sud de la France sont confrontés à l'expérimentation des « COMP 100% ». Cela signifie que la contrepartie budgétaire liée à l'atteinte ou pas des objectifs est portée à 100% de la Subvention pour charge de service public (SCSP). Qu'en est-il au CNRS ? Le COMP discuté l'an dernier était présenté par la direction comme ne portant que sur 0,8% de la SCSP. Nous avons néanmoins déploré une vision exclusivement utilitariste de la recherche fondamentale, asservie à des utilités sociales et à leur valorisation. Le principal objectif de la recherche fondamentale est de produire de la connaissance. Bien malin celui qui peut prédire la pertinence d'une idée, ou son impact sociétal et ses éventuelles valorisations. Les cycles sont parfois difficiles à prédire, et pourtant, c'est cela qui nous est désormais demandé. Une grosse inquiétude pour nous vient du fait que contrairement à ce qui avait été présenté par la direction, l'incidence du COMP n'était plus de 0,8% mais de 3 à presque 10% sur la durée du contrat. Cela



signifie que l'incidence des critères et objectifs que nous dénonçons auront un impact bien plus important sur le budget du CNRS (en l'occurrence sur la SCSP). Que penser dans ce contexte de l'expérimentation des COMP à 100% de la SCSP sur ces établissements universitaires ? Il apparaît, selon nous, que ces COMP sont des outils de coercition pour pousser les établissements à s'autofinancer via la valorisation de leurs activités scientifiques et pédagogiques, alors que 80% d'entre elles sont déjà en difficulté financière.

- C'est dans ce contexte que les élections des sections du CoNRS s'annoncent, et c'est pour cela que nous vous recommandons de choisir des candidat.es qui seront les mieux à même de défendre nos emplois, nos établissements et nos missions. En votant pour nos candidat.es, vous soutenez un réseau d'él.u.es qui travaillent à la défense et la promotion de la recherche publique, de nos établissements, et de leurs personnels. Nous souhaitons que l'évaluation des unités revienne aux sections du CoNRS. Nous défendons une évaluation des chercheurs pleinement assurée par les sections, sans critères ou règle de gestion « purement » administrative des évaluations. Par exemple, citons une nouvelle règle dictée par la direction générale, exigeant que lorsqu'un chercheur fait l'objet d'un second avis réservé de la section, ce second avis doit « automatiquement » être requalifié en avis d'alerte. Il est important de rappeler que ce dernier avis ouvre la porte à des mesures disciplinaires. Pourtant, rien dans le statut ne permet de justifier cela. Cette pseudo-règle contrevient explicitement aux compétences et à l'expertise des membres de la section. S'ils font le choix de porter un avis réservé, c'est qu'ils estiment que les motifs le requièrent. Il est important de comprendre qu'un avis réservé peut être émis pour des motifs qui ne relèvent pas d'un avis d'alerte. Seuls les membres de la section sont aptes à analyser la nécessité de l'émission d'un second avis réservé dont les motifs peuvent tout aussi bien être étrangers au premier. Face à des dérives autoritaires et technocratiques, les él.u.es doivent être de plus en plus averti.es et soutenu.es au sein des sections et bien au-delà.

C'est pour ces raisons que nous vous encourageons à soutenir nos él.u.es qui bénéficieront d'une dynamique solidaire et militante au sein de notre organisation.

**Sur l'ensemble de ces sujets, depuis la défense du CoNRS, de nos établissements, de nos conditions de travail mais aussi de nos emplois et de nos salaires, nous avons besoin d'él.u-es combatifs et combatives.**

**Nous refusons de cautionner les politiques d'austérité qui visent à sacrifier nos missions au profit d'une politique d'économie de guerre. Nous défendons la recherche fondamentale dans sa diversité disciplinaire et interdisciplinaire. Avec vos él.u-es SNTRS-CGT, tous ensemble, nous mobiliserons notre communauté pour porter haut nos revendications !**

**Soutenez notre action, soutenez nos él.u-es, votez SNTRS-CGT !**

